

**Conseil économique et social**

Distr. générale
9 avril 2012
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Reprise de la session de 2012**

21-30 mai et 8 juin 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social****Note du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. AARP	2
2. Citizens' Rights Protection Society	3
3. Environmental Women's Assembly	5
4. Fédération des femmes et de la planification familiale	6
5. Indigenous and Peasant Coordinator of Communal Agroforestry	8
6. Fédération internationale de l'hydrocéphalie et du spina bifida	10
7. Institut international de droit humanitaire	12
8. Peace Action	14
9. Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement	15
10. Association soudanaise pour la lutte contre les mines terrestres	18
11. Institut Thakur Hari Prasad de recherche théorique et pratique pour la réadaptation des handicapés mentaux	20
12. Transform Drug Policy Foundation	23
13. Women Chamber of Commerce and Industry	24
14. Société mondiale pour la protection des animaux	26
15. Société mondiale de victimologie	28



1. AARP

Statut consultatif général accordé en 1995

Introduction

AARP est une organisation impartiale à but non lucratif dont les membres sont des personnes âgées de plus de 50 ans qui tiennent à conserver leur indépendance et leur liberté de choix de manière avantageuse et abordable pour elles-mêmes et la société dans son ensemble. Elle n'appuie pas de candidats à des fonctions publiques ou ne verse pas des contributions à des campagnes électorales ou à des candidats. Elle publie le magazine *AARP: The Magazine*, voix des Américains de 50 ans et plus qui fait autorité, et qui est le magazine ayant la circulation la plus importante dans le monde avec plus de 35 millions de lecteurs; le *AARP Bulletin*, principale source d'information pour des millions de membres de l'AARP et les Américains de plus de 50 ans; *AARP VIVA*, seule publication bilingue des États-Unis consacrée exclusivement aux membres de la communauté hispanique âgée de 50 ans et plus; et son site Web www.AARP.org. La Fondation AARP est une organisation charitable affiliée qui sécurise, protège et responsabilise des personnes plus âgées dans le besoin, avec le soutien de milliers de volontaires, de donateurs et de mécènes. L'organisation compte des bureaux dans tous les 50 États des États-Unis, dans le District of Columbia, à Porto Rico et aux îles Vierges américaines.

Buts et principes de l'organisation

L'AARP se consacre à l'amélioration de la qualité de vie des personnes à mesure qu'elles vieillissent. Elle milite en faveur de changements sociaux positifs et apporte des avantages à ses membres grâce à la sensibilisation, les services et l'information.

Changements majeurs survenus au sein de l'organisation

Addison Barry Rand est le nouveau Directeur exécutif de l'AARP.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En collaboration avec le Programme du Nations Unies sur le vieillissement, le Département des affaires économiques et sociales et l'Université des Nations Unies, l'AARP a organisé, entre 2007 et 2010, une série de déjeuners d'information sur les principaux problèmes posés par le vieillissement.

La série de réunions d'information annuelles de l'AARP à l'ONU est organisée en collaboration avec la Commission du développement social. Elle a pour but d'alimenter les délibérations de la Commission, de partager des idées novatrices concernant la lutte contre la pauvreté et d'examiner les possibilités ouvertes et les problèmes posés par le vieillissement dans le monde. Les réunions rassemblent des représentants des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des fondations et des universitaires.

L'AARP a pris à sa charge les frais de voyage et de logement des experts qui ont assisté aux réunions de la Commission du développement social. L'organisation accueille également les participants de l'ONU et leur offre un déjeuner.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'AARP collabore avec l'Organisation des Nations Unies depuis plus de 35 ans, entre autres en partenariat avec le Programme des Nations Unies sur le vieillissement.

Informations additionnelles

Dans le monde entier, des personnes ont des vies plus longues et plus productives, et leur contribution en fait une ressource reconnue et importante pour leurs sociétés et leurs économies. Sur le plan international, l'AARP s'emploie à renforcer cette tendance en identifiant et en partageant des idées et des pratiques optimales concernant des politiques susceptibles d'aider les gens à avoir des vies plus longues, plus saines, plus sûres financièrement et plus productives. En poursuivant cet objectif, l'AARP a établi des relations multiples avec des organes directeurs internationaux, tels que l'Organisation des Nations Unies, en vue d'aider à développer un message cohérent entre nations dans le dialogue mondial sur le vieillissement.

L'AARP collabore avec l'Organisation des Nations Unies depuis plus de 35 ans et est représentée à son Siège à New York par un personnel et des volontaires dévoués depuis 1985. L'organisation travaille en partenariat avec le Programme des Nations Unies sur le vieillissement, des représentants des gouvernements et des organisations non gouvernementales. Elle a adhéré au Comité des ONG sur le vieillissement à New York en 1985 en vue de promouvoir l'examen des problèmes posés par le vieillissement au sein de l'ONU. Elle en exerce actuellement la présidence.

En outre, l'AARP a publié des documents de politique générale pertinents à l'intention des représentants, des autres ONG et du grand public en vue d'exercer une influence positive en ce qui concerne les droits des personnes âgées, en particulier des femmes âgées, des personnes handicapées et des travailleurs âgés.

2. Citizens' Rights Protection Society

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Introduction

La Citizens' Rights Society a été créée à Calabar (Nigéria) en 1996 par le juriste, défenseur des droits de l'homme, écrivain, humaniste et philosophe nigérian Michael Isang Emori. Au début, elle comptait à peine 15 membres, principalement des membres des professions libérales et des universitaires, mais en 2010, elle était implantée dans les principales régions du Nigéria et compte actuellement plus de 1 900 membres (à la fois des particuliers et des associations) dans des organisations affiliées dans l'ensemble du pays.

Buts et principes de l'organisation

Les buts et principes de l'organisation sont les suivants :

a) Sensibiliser le grand public nigérian aux droits des citoyens dans tous les domaines de l'activité humaine, y compris, mais non exclusivement, la politique, l'état de droit, l'éducation, l'engagement économique et les activités créatrices;

b) Promouvoir la coexistence pacifique entre personnes de nationalités, races, communautés, villages et intérêts différents au Nigéria. Les activités de l'organisation ciblent principalement la protection des droits de l'homme, la paix et le règlement des conflits.

Changements importants survenus dans l'organisation

L'organisation s'est abonnée à *UN Wire*, magazine électronique de la Fondation du Nations Unies.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Le 9 mai 2008, l'organisation a collaboré avec Investors Business School pour la tenue d'un atelier/séminaire sur les organisations à but non lucratif dans le but de faire avancer les idéaux de l'humanité. Le Directeur exécutif a donné une conférence sur l'enregistrement des ONG conformément à la loi nigériane pertinente.

Le 21 octobre 2010, l'organisation a réalisé une conférence de presse sur le système de justice pénale au Nigéria et l'abus des pouvoirs de détention par la police et les magistrats courts. Il convient de noter en particulier qu'elle a déclaré son intention de proposer un projet de loi portant modification du Code de procédure pénale de l'État de Cross River concernant l'inculpation injustifiée de suspects devant les magistrats courts qui n'avaient pas juridiction pour certaines questions.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Entre 2003 et l'heure actuelle, l'organisation n'a pas assisté à des réunions du Conseil économique et social, ou à des conférences ou réunions tenues à New York, Londres, Genève et Vienne. Toutefois, elle a indiqué son intérêt à cet égard en soumettant les données de cinq représentants prospectifs par le biais de formulaires que lui a envoyés la section des organisations non gouvernementales de l'ONU à New York. Sa non-participation tient au coût élevé en cause; le problème posé par les visas pour les Nigériens; la date de certaines des activités et l'absence d'un mécène.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation tient néanmoins à continuer à participer à la famille du Conseil économique et social et souhaite collaborer avec les ONG qui y sont représentées en vue d'importer leurs travaux au Nigéria. Toutes choses étant égales ailleurs, elle cherchera à être présente à tous les quatre lieux en question – New York, Londres, Genève et Vienne – entre le temps présent et l'année à venir.

3. Environmental Women's Assembly

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

Environmental Women's Assembly est une ONG interrégionale créée par décision du Congrès international sur les femmes et la protection environnementale, tenu à Moscou du 23 au 26 novembre 1993 à l'Académie russe de l'administration, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'organisation réunit des scientifiques de diverses disciplines relatives à l'environnement : biologistes, médecins, philosophes, économistes, enseignants, sociologues et juristes travaillant dans les domaines de la science, de l'éducation et de l'administration publique.

Buts et principes de l'organisation

Ses principaux domaines d'activité sont les travaux de recherche scientifique avec la participation d'organisations russes et internationales; des programmes d'éducation environnementale de femmes de différents groupes professionnels; et le développement de la coopération avec des organisations nationales étrangères et des organisations internationales.

Changements majeurs survenus au sein de l'organisation

L'ONG interrégionale, Women of Our City, a adhéré à l'organisation en tant que membre collectif (119 membres, Moscou, 2007), ce qui était également le cas d'une organisation régionale de la ville d'Ufa du Bachkortostan, Environmental Safety Supplies (20 membres, 2008).

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les cinq dernières années, l'organisation a organisé, une fois par mois, des conférences à l'intention des étudiants, des scientifiques et des jeunes au centre de médecine traditionnelle situé à Ufa (Bachkortostan) et à l'Université de l'amitié des peuples à Moscou sur les sujets suivants : approvisionnement en matière de sécurité environnementale; toxicomanie et sida; obstacles à l'avènement d'une génération saine sous la devise « Nous sommes une famille heureuse et saine », et assistance médicale et psychologique aux enfants. En juin chaque année, les membres de l'organisation montent une manifestation charitable dans des écoles et orphelinats de Moscou et la région environnante. Ils sont invités régulièrement en février à la réunion annuelle des militants du comité des relations publiques de Moscou avec la participation de dirigeants de plus d'une centaine d'ONG de Moscou.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des vice-présidents de l'organisation ont pris part aux travaux de la cinquantième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, tenue à Vienne (Autriche) du 6 au 12 juin 2007; et à la onzième session de la Commission de la science et la technique au service du développement tenue à Genève du 26 au 30 mai 2008; ont présenté un rapport sur la protection de la santé des femmes dont le métier les expose à des facteurs écologiques nuisibles en

Russie. Quatre membres de l'organisation ont pris part aux travaux de la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en mars 2009.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Durant la période considérée, l'organisation a contacté des entités nationales sur les questions suivantes, entre autres : l'interaction entre les organisations environnementales publiques et le Ministère de la gestion de la nature de la Fédération de Russie; le Code forestier de la Fédération de Russie; les femmes dans les situations de guerre et de conflits armés; l'intégration des ONG de femmes de Moscou; le comité sur la politique écologique de International Union Public Chamber (Fédération de Russie et Bélarus).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Deux membres de l'organisation ont participé à la Conférence mondiale sur la consolidation de la paix au XXI^e siècle, tenue à Manille du 10 au 14 décembre 2009, à laquelle le Vice-président a présenté un rapport sur la situation des femmes dans des situations extrêmes. Du 12 aux 14 mai 2007, des représentants ont participé à un colloque international sur la sécurité en Russie, organisé par le Ministère de la défense civile, des situations d'urgence et des catastrophes naturelles de la Fédération de Russie; les 16 et 17 janvier 2008, des membres ont participé à une table ronde sur le mouvement vert, tenue à la Maison des organisations publiques sous les auspices des autorités de Moscou du 20 aux 23 avril 2009; des membres ont participé à un forum civil sur l'interaction de la société, des autorités et des entreprises en faveur de l'amélioration de la situation de la femme moderne à la Maison des organisations publiques; du 17 aux 19 mai, l'organisation a participé au Conseil social de la Russie sur les problèmes de la qualité de vie des citoyens de la Fédération de Russie (Académie des services de l'État de la Russie auprès de la Présidence de la Fédération de Russie à Moscou).

Informations additionnelles

Les membres de l'organisation ont participé à l'élaboration d'une monographie collective sur la situation des femmes dans des conditions extrêmes : l'expérience historique, les problèmes et les manières de les résoudre (Moscou, 2007).

4. Fédération des femmes et de la planification familiale

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Buts et principes de l'organisation

La Fédération des femmes et de la planification familiale défend les intérêts des femmes dans les domaines de la santé procréative et de l'hygiène sexuelle et des droits correspondants. Elle est persuadée que la réalisation de l'égalité des sexes exige que l'on garantisse le droit de la femme à décider librement en ce qui concerne sa sexualité et sa fécondité.

La Fédération engage les États à adopter des politiques conformes aux normes internationales en matière de droits et de santé procréatifs et de souscrire aux

conclusions finales adressées au Gouvernement polonais par les organismes de l'ONU chargés des droits de l'homme.

Pendant la période considérée (2007-2010), la Fédération s'est employée activement, par le biais de divers programmes, à prévenir les avortements à risque, à promouvoir le plein accès à des méthodes de planification familiale acceptées médicalement, et à encourager une éducation sexuelle complète et sensible à l'égalité des sexes. Grâce à ses programmes de sensibilisation et d'éducation, la Fédération a mobilisé des femmes aux niveaux local et national à l'appui de la santé procréative et de l'hygiène sexuelle et des droits correspondants.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En 2007, elle a élaboré un rapport parallèle sur la Pologne et l'a soumis à la trente-septième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes tenue à New York.

En 2008, le Président de la Fédération a participé à une réunion de consultation tenue au siège de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Genève portant sur une publication de l'OMS sur l'hygiène sexuelle.

En 2009, elle a soumis un rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels à l'occasion de l'examen du cinquième rapport périodique de la Pologne; et un rapport au Comité des droits de l'homme à l'occasion de l'examen du sixième rapport périodique de la Pologne.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En 2007, le Président a participé à la trente-septième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et deux représentants ont présenté un rapport parallèle sur la Pologne; le Président a participé à la quatrième session du Conseil des droits de l'homme à Genève.

En 2008, le Président a participé à la première session du Conseil des droits de l'homme sur l'examen périodique universel tenue à Genève.

En 2009, le Président a participé à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme à New York.

En 2010, le Président a participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme à New York, et à la centième session du Comité des droits de l'homme à Genève.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La Fédération a collaboré à des projets du Fonds du Nations Unies pour la population (FNUAP) destinés à soutenir des activités de sensibilisation et la création de réseaux en Pologne dans le domaine de la santé et des droits en matière de procréation (2007, 2008, 2009 et 2010); elle a coopéré avec le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Paul Hunt, à l'occasion de sa visite en Pologne et de l'élaboration du rapport final de la mission en 2007-2008; elle a collaboré avec le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et

mentale possible, Anand Grover, à l'occasion de sa visite en Pologne et de l'élaboration du rapport final de la mission en 2009-2010.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée, la Fédération a été un partenaire dans l'exécution du projet sur un véritable développement grâce à la santé, financé par la Commission européenne, qui met l'accent sur le lien étroit existant entre la santé, le développement et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Entre 2008 et 2010, la Fédération a été un partenaire dans la réalisation d'un projet sur la santé procréative pour tous, financé par la Commission européenne, qui ciblait l'information et la sensibilisation en vue de promouvoir l'accès universel à l'hygiène sexuelle et la santé procréative en tant que moyen clef de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Deux représentants ont participé activement à la huitième Conférence internationale sur le sida, organisée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA), tenue à Vienne en 2010. Ses représentants ont animé un groupe de discussions sur la lutte contre les stéréotypes sexistes en vue de surmonter les problèmes posés par le VIH/sida en Europe centrale et orientale. Elle a organisé des activités de suivi et de sensibilisation et des manifestations médiatiques au sujet de la déclaration officielle présentée par la Pologne à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement tenue à New York en septembre 2010.

5. Indigenous and Peasant Coordinator of Communal Agroforestry

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Introduction

Indigenous and Peasant Coordinator of Communal Agroforestry est une association d'organisations communautaires. Elle est apolitique, dynamique et se distingue par sa souplesse et son aptitude à s'adapter à l'accélération des changements qui touchent les communautés rurales de l'Amérique centrale.

Cette capacité d'adaptation est le résultat de ses efforts en faveur de l'intégration des activités sociales et productives locales, de la promotion d'un développement écologiquement durable et de la responsabilisation des peuples autochtones et des agriculteurs sur la base de leur expérience, et représente une solution pratique au problème de la vulnérabilité sociale, environnementale et culturelle de l'Amérique centrale.

L'organisation met l'accent sur le développement social, culturel, productif, économique et environnemental des communautés dans le cadre des leurs écosystèmes et sur la base de leur expérience, le but étant la responsabilisation et l'autosuffisance des communautés locales, démarche appelée « développement écologique et communautaire ». L'approche de l'organisation au travail dans les communautés et ses pratiques institutionnelles sont fondées sur une philosophie conformément à laquelle l'égalité des sexes et l'équité représentent la clef du développement.

L'approche décrite ci-devant a permis de mettre en place des méthodes de travail qui intègrent, en tant que pierre angulaire de toutes les activités conduites, des éléments de toutes les communautés participantes. Cette intégration est rendue possible par le fait que l'organisation constitue la base pour le fonctionnement des multiples communautés. Par conséquent, sa situation spécifique reflète la composition multiethnique et multiculturelle de ses communautés membres.

Buts et principes de l'organisation

Conformément à la vision de l'organisation, elle sera le fer de lance en Amérique centrale en ce qui concerne l'agroforesterie, l'agroécologie et l'action politique à l'appui du développement humain, social, économique et environnemental des peuples autochtones et des communautés locales.

La mission de l'organisation est la suivante : en tant qu'organisation communautaire à but non lucratif, elle s'emploie à faciliter une utilisation et une gestion rationnelles des ressources naturelles en vue de contribuer au développement socioproductif, en respectant les dynamiques culturelles des peuples autochtones et des communautés locales en Amérique centrale.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Sur le plan politique, l'organisation soutient la participation de la population locale et des peuples autochtones vivant dans les forêts aux réunions internationales, en faisant entendre leurs voix auprès des dirigeants politiques qui participent à l'élaboration des politiques qui affectent la population locale.

Sur le plan local, l'organisation mobilise des fonds et les met à la disposition des organisations locales de toute l'Amérique centrale qui en bénéficient en exécutant des projets de production, entre autres dans le domaine de la sécurité et de la conservation alimentaires. Ces activités revêtent une importance spéciale pour l'Amérique centrale dont de nombreux pays ont connu des guerres dans les années 1980. Toutes les activités englobent la participation des femmes. Les travaux de l'organisation sont étroitement liés aux objectifs des Nations Unies dans les domaines du développement et de la gouvernance (en particulier en matière de forêts), du développement économique et social et, indirectement, l'organisation contribue au maintien de la paix dans les pays vulnérables (par exemple, en El Salvador et au Guatemala), avec des programmes qui prennent également en considération le progrès des femmes.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont participé en qualité d'observateurs à la Conférence des parties à la Convention-cadre du Nations Unies sur les changements climatiques en 2008, 2009 et 2010. En 2009 et 2010 en particulier, des délégations comptant des représentants de plus de 40 organisations de populations autochtones et locales de l'Amérique centrale ont participé à la Conférence. En 2010, l'organisation a monté des manifestations parallèles mettant en relief la participation des populations autochtones et locales dans la mise en place de politiques destinées à réduire les émissions créées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement, et mettant l'accent sur la manière dont les habitants des

forêts ont contribué à la conservation et, partant, à prévention des changements climatiques.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

En participant avec des délégations composées de représentants des populations locales aux réunions de la Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques, l'organisation a contribué à la diversité de ses sessions. En outre, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a contribué des fonds pour la gouvernance forestière en Amérique latine et la création de capacités.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation est attachée à l'adoption de mesures en faveur de la viabilité environnementale, en particulier grâce à l'exécution d'un programme local destiné à améliorer la qualité et la disponibilité de l'eau en Amérique centrale. Elle s'est employée à réaliser l'objectif consistant à réduire de moitié la proportion de la population sans accès à de l'eau potable salubre et à l'assainissement d'ici à 2015. Elle intègre également les principes du développement durable dans les politiques et programmes des pays en faisant du lobbying auprès des gouvernements de l'Amérique centrale en faveur de la reconnaissance du rôle de la population locale dans la conservation, en particulier au Costa Rica et au Honduras. Grâce à des projets de production alimentaire, l'organisation soutient la réalisation de l'objectif consistant à mettre un terme à la faim et à la pauvreté.

6. Fédération internationale de l'hydrocéphalie et du spina bifida

Statut consultatif spécial accordé en 1991

Introduction

La Fédération internationale de l'hydrocéphalie et du spina bifida a été créée en 1979. Bien qu'elle soit basée à Bruxelles, la Fédération est une organisation faîtière mondiale pour l'hydrocéphalie et le spina bifida, composée de 43 organisations nationales et régionales dans 41 pays. Au moins quatre nouvelles organisations ont été formées et cherchent à adhérer à la Fédération. Grâce au réseau de la Fédération, des contacts sont disponibles dans plus de 50 pays.

Le spina bifida est une malformation congénitale, due principalement, mais non exclusivement, à l'absence du micronutriment folate. L'hydrocéphalie peut résulter du spina bifida ou de tumeurs, d'hémorragies ou d'autres causes. Dans les pays en développement, elle est causée principalement par le mauvais traitement de la méningite.

La Fédération est l'une des rares organisations qui exécute ses propres projets en matière de traitement et de réadaptation dans les pays en développement. De plus amples informations sont disponibles sur son site Web : <http://www.ifglobal.org/en>.

Buts et principes de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements significatifs, sauf que le Conseil d'administration a clairement défini les quatre domaines prioritaires suivants : a) prévention; b) création de réseaux; c) droits de l'homme; et d) solidarité internationale.

Changements significatifs survenus au sein de l'organisation

Depuis 2007, l'organisation croît rapidement et collabore avec des partenaires plus nombreux sur une étendue géographique plus vaste.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Convention sur les droits des personnes handicapées est cruciale pour les travaux de la Fédération, en particulier l'article 10 sur le droit à la vie, l'article 25 sur la santé et l'article 32 sur la coopération internationale. La Fédération a créé des capacités chez ses membres en vue d'utiliser la Convention en tant que moyen effectif de défendre les droits des personnes souffrant du spina bifida et de l'hydrocéphalie. Depuis 2008, elle est reconnue comme le principal réseau européen en matière de handicap et elle a été financée par la Commission européenne pour des tâches qui incluent l'intégration de la Convention dans les activités de création de capacités dans son réseau; la création de réseaux avec d'autres ONG; la participation au Forum européen des personnes handicapées; et la participation à des forums chargés de la mise en œuvre de la Convention, ainsi que le développement de sa propre capacité, des capacités de ses organisations membres et l'intégration d'une démarche axée sur l'égalité des sexes, entre autres.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La Fédération n'a pas participé directement à des réunions de l'Organisation des Nations Unies, étant donné sa faible taille entre 2007 et 2010; cette participation a été déléguée au Forum européen des personnes handicapées. Elle cherche également à adhérer à l'International Disability Alliance pour utiliser davantage la Convention dans l'intérêt de ses organisations membres. La Fédération rencontre chaque année des représentants des organismes des Nations Unies à Genève, y compris le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OMS, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et des organisations et programmes connexes.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La Fédération collabore étroitement avec l'OMS dans le cadre de l'initiative pour l'enrichissement de la farine et des réunions connexes. Elle contribue au Rapport mondial sur le handicap en nommant des experts. Grâce à des consultations, la Fédération a contribué à l'élaboration de la résolution 63.17 de l'Assemblée mondiale de la santé sur les malformations congénitales, adoptée le 21 mai 2010.

La Fédération collabore aussi étroitement avec l'UNICEF en ce qui concerne l'initiative pour l'enrichissement de la farine et la protection de l'enfance. En 2010, elle a eu avec l'UNICEF des contacts réguliers en ce qui concerne les violations des droits des enfants souffrant du spina bifida et de l'hydrocéphalie dans les États de l'Europe orientale, en particulier le refus des soins de santé.

La Fédération entretient également des relations de travail étroites avec le Représentant régional pour l'Europe du Haut-Commissariat du Nations Unies aux droits de l'homme, Jan Jarab.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération joue un rôle actif dans le réseau pour la prévention des malformations congénitales et collabore étroitement avec l'UNICEF et l'OMS, ce qui contribue à la réalisation de l'objectif concernant la santé infantile et maternelle. La création de réseaux et la création de capacités chez ses membres contribue aux réseaux mondiaux qui soutiennent les objectifs.

La fourniture de services réduit la mortalité des enfants, car un enfant handicapé qui bénéficie de soins adéquats à une espérance de vie analogue à celle de la population moyenne. Toutefois, en l'absence d'un tel accès, le taux de mortalité des moins de 5 ans est près de 90 %.

Informations additionnelles

La Fédération recherche la reconnaissance officielle d'une journée mondiale du spina bifida et de l'hydrocéphalie. La première journée (officielle) aura lieu le 25 octobre 2012. La Fédération établit des contacts avec des représentants permanents à New York et des institutions du Nations Unies en vue d'obtenir un soutien à cet égard.

À l'avenir, la Fédération adoptera une approche plus régionale en Europe, en Asie, en Afrique et dans les Amériques, chaque région ayant ses propres domaines de concentration, ses contacts et ses réseaux.

7. Institut international de droit humanitaire

Statut consultatif spécial accordé en 1983

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Institut a organisé :

Les 18 et 19 juin 2007 à San Remo (Italie), un séminaire sur le droit international humanitaire et la religion;

Entre 2007 et 2010, 12 fois par an, des stages de formation au droit des conflits armés à l'intention d'experts militaires et civils; des tables rondes annuelles sur les problèmes d'actualité du droit international humanitaire à San Remo du 6 au 8 septembre 2007, du 4 au 6 septembre 2008, du 11 au 13 septembre 2009 et du 9 au 11 septembre 2010; des stages de formation sur le droit des réfugiés à San Remo quatre fois par an entre 2007 et 2010; des stages de formation sur le droit relatif aux migrations et aux personnes déplacées à San Remo, deux fois par an entre 2007 et 2010;

Le 16 septembre 2007 à San Remo, un séminaire sur les armes de destruction massive et le droit international humanitaire;

En 2008, les 11 et 12 avril à Rome, un séminaire sur la Convention sur les armes chimiques, le désarmement et le droit international humanitaire; le 27 mars à Rome, un séminaire sur les opérations internationales de paix et le droit international humanitaire; et les 15 et 16 décembre à San Remo, un séminaire sur le droit des migrations internationales et les politiques en matière de migrations dans le contexte méditerranéen;

Entre 2008 et 2010, à Bagdad (Irak) du 20 avril au 1^{er} mai 2008, du 12 au 23 juillet 2009 et du 14 aux 25 mars 2010, des stages de formation sur le droit international humanitaire et les instruments internationaux des droits de l'homme;

En 2009, le 16 novembre à Turin (Italie), une conférence internationale sur l'enfance gâchée par la guerre et les enfants soldats; les 8 et 9 décembre à Dakar, une table ronde sur le droit et les politiques en matière de migrations internationales et le défi posé par les migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord; les 10 et 11 décembre à Turin, un atelier sur les acteurs non étatiques, le droit international humanitaire et les responsabilités en matière de protection; le 14 décembre à San Remo, une réunion internationale d'experts sur le régime de protection internationale des biens culturels dans les situations de conflit armé;

En 2010, les 22 et 23 novembre à Rome, une réunion sur les flux migratoires depuis l'Amérique latine : droit et politiques; le 18 novembre à Turin, une conférence sur le terrorisme, la démocratie et les droits de l'homme; le 14 décembre, une conférence internationale sur les nouveaux conflits et le problème posé par la protection de la population civile.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Entre 2007 et 2010, l'organisation a participé au sixième à quinzième sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève.

Le 22 septembre 2008, le Président et le Secrétaire général adjoint ont représenté l'organisation au Conseil universitaire sur le système des Nations Unies à l'occasion de la conférence d'ouverture du Centre européen à Marseille (France).

Le 28 janvier 2009, le Président de l'organisation a participé à une réunion des parties prenantes sur une approche globale à la piraterie maritime au large des côtes de la Somalie tenue à Turin (Italie), organisée par l'Institut interrégional de recherche Nations Unies sur la criminalité et la justice.

Le 30 juin 2010 à Paris, le Secrétaire général adjoint a représenté l'organisation à l'occasion des consultations des ONG à l'UNESCO destinées à faire participer les ONG à l'examen du projet de budget-programme de l'UNESCO pour 2012-2013 et à prendre en considération leurs observations et propositions à cet égard.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Entre 2007-2010 : l'Institut a organisé des stages de formation sur le droit des migrations et les personnes déplacées, organisés en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et sur le droit des réfugiés, organisés en coopération avec le Haut-Commissariat du Nations Unies pour les réfugiés; et du 27 septembre au 2 octobre 2009, un atelier en coopération avec l'École des cadres du système et Nations Unies.

Le 18 mars 2010, le Président et le Directeur général de l'OIM ont signé à Genève un memorandum de coopération.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation n'a pas appuyé directement la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Toutefois, ses activités en matière de promotion des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés et des migrations grâce à ses cours de formation, ses ateliers et ses tables rondes, ont contribué indirectement à la réalisation des objectifs, en particulier en encourageant l'idée de l'égalité au sein de la population civile et en encourageant fermement le renforcement de la protection des personnes vulnérables touchées par des conflits armés.

8. Peace Action

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

Peace Action est l'organisation de citoyens la plus importante des États-Unis, comptant des organisations affiliées dans tous les 50 États. Elle existe depuis plus de 50 ans et est associée au Conseil économique et social depuis plus de 20 ans.

Buts et principes de l'organisation

L'organisation a pour but de promouvoir la paix et le désarmement, à la fois aux États-Unis et à l'échelle mondiale. Elle organise des réseaux destinés à exercer des pressions sur le Congrès et le Gouvernement par des campagnes de lettres, des activités sur Internet, le lobbying et l'action directe. En entretenant des relations étroites avec des membres progressistes du Congrès, l'organisation joue un rôle clef dans l'élaboration de stratégies susceptibles de faire avancer une législation favorable à la paix. Membre chef de file de diverses organisations, l'organisation met ses compétences et son vaste réseau au service de la réalisation d'objectifs communs. Elle s'emploie à promouvoir une nouvelle politique étrangère des États-Unis basée sur le soutien pacifique des droits de l'homme et la démocratie, l'élimination de la menace posée par les armes de destruction massive et la coopération avec la communauté internationale. Elle organise des manifestations contre la guerre préventive et appelle le retrait complet des troupes, bases et contractants américains de l'Irak et de l'Afghanistan.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Un changement important réside dans l'élection du représentant de l'organisation à la présidence du Comité exécutif des organisations non gouvernementales travaillant avec le Département de l'information.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Le Comité international de l'organisation auprès de l'ONU a veillé activement à tenir ses représentants et ses membres au courant des activités de l'ONU et des

questions qu'elle examine en participant à des réunions d'information et à d'autres réunions importantes. Le Comité organise deux fois par mois des réunions avec ses représentants pour diffuser des informations. L'organisation diffuse régulièrement des courriels et des bulletins d'information qui résument ses activités.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Les quatre dernières années, l'organisation a participé activement aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Ses représentants assistent chaque année aux conférences annuelles du Département de l'information. La Conférence tenue au Mexique a été présidée par le représentant de l'organisation. Des représentants ont également assisté aux réunions d'information hebdomadaires organisée par le Département. Ses représentants assistent chaque année aux sessions de la Commission de la condition de la femme et, en partenariat avec d'autres organisations, Peace Action tient des réunions consacrées à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et à la culture de la paix.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation collabore avec d'autres ONG pour tenir des réunions parallèles dans le cadre de conférences annuelles, comme celles du Département de l'information et les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme. Ses représentants font partie du Comité exécutif des ONG du Département, qui aide à recueillir des fonds pour sa conférence annuelle.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a coparrainé une série de réunions qui concernent les objectifs du Millénaire pour le développement et la manière de les atteindre. Une réunion particulière a eu lieu dans le cadre de la Conférence annuelle des ONG tenue à Melbourne (Australie) qui mettait l'accent sur la santé et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Informations additionnelles

Peace Action s'est employée activement à faire participer des jeunes plus nombreux à ses réunions. Elle a travaillé avec le Département de l'information sur sa nouvelle initiative concernant la jeunesse. Elle compte deux représentants dans le groupe de l'organisation, et a aidé d'autres ONG à accroître la participation des jeunes.

9. Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

L'Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement est une organisation non gouvernementale comptant des membres en Afrique centrale et occidentale et aux États-Unis qui œuvrent en faveur de modes de vie et d'un développement durables.

Buts et principes de l'organisation

L'Association est une organisation centrée sur les personnes qui œuvre en faveur de la promotion de méthodes agricoles écologiquement viables, de la promotion de l'éducation des communautés marginalisées, en particulier des enfants Fulani; de la responsabilisation des femmes rurales grâce à la promotion d'activités génératrices de revenus; la promotion de pratiques optimales en matière de santé; et la promotion générale de modes de vie durables. Elle s'emploie également à sauvegarder le patrimoine culturel immatériel.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'Association s'est développée énormément depuis 1996, année de sa création, pour devenir un vaste réseau comptant plus de 7 000 membres inscrits.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les buts de l'organisation sont atteints par l'exécution de projets communs et d'activités génératrices de revenus. L'Association a établi des partenariats très fructueux avec Play Soccer International pour combler les lacunes dans les compétences linguistiques et numériques primaires chez des enfants sous-privilégiés âgés de 5 à 15 ans. Elle a également créé une large plantation à Abo-Mamfe d'une superficie de plus de 50 hectares, qui produit des tonnes de plantains et de choux caraïbes vendus à la fois dans le pays et sur le plan international. En 2010, l'association affiliée Widikum a produit plus de 5 000 boîtes d'huile de palme.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont participé aux réunions suivantes :

- a) À une conférence internationale sur les accords multilatéraux et leur observation organisée par le Programme du Nations Unies pour l'environnement (PNUE), tenue à Yaoundé en mars 2008;
- b) Au processus préparatoire pour la quatrième session du Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel au siège de l'UNESCO en 2009;
- c) À un atelier pour la sous-région de l'Afrique centrale destinée à informer les peuples autochtones (pygmées et bororos) de leurs droits en ce qui concerne leur patrimoine culturel et leurs croyances, organisé par le Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale à Yaoundé en 2008;
- d) L'Association a participé à la cinquième session du Comité intergouvernemental tenue à Nairobi du 13 au 20 novembre 2010. Le secrétariat de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a pris à sa charge la participation de ses représentants.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'Association collabore avec le PNUE, le secrétariat du Comité intergouvernemental, le Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Amérique centrale, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le Conseil des droits de l'homme, l'Instance permanente sur les

questions autochtones, la Commission du développement social, la Commission de la condition de la femme, l'UNESCO, la Convention du Nations Unies pour la lutte contre la désertification, la Convention sur la diversité biologique et la Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a organisé les manifestations suivantes :

- Un stage de formation sur l'aptitude au commandement à l'intention de 90 femmes de 30 sous-groupes de l'Association dans l'ensemble du Cameroun en août 2008;
- Deux séminaires en 2009 à l'intention de 86 chefs traditionnels de la division Momo, et de 175 aldors à Sabda destinés à les sensibiliser à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel du Cameroun et aux pratiques agricoles durables;
- Des séminaires locaux avec tous les 30 sous-groupes de l'organisation, destinés à sensibiliser les femmes à l'incidence négative de la désertification sur l'environnement;
- Chaque été, des semaines culturelles destinées à sensibiliser le public à des questions brûlantes telles que les droits et la dignité de l'enfant, les mariages précoces, l'abandon scolaire et la propagation du VIH/sida.

L'Association œuvre en faveur de la réalisation de nombreux objectifs du Millénaire pour le développement :

- En encourageant de nombreuses femmes à conjuguer leurs forces en tant que groupes d'innovation; cela a permis à 7 247 membres inscrits d'améliorer leur subsistance, leur situation sanitaire, l'éducation de leurs enfants et leur habitat;
- En encourageant la mise en place de systèmes de microcrédit;
- En encourageant l'emploi de méthodes agricoles écologiquement viables, réduisant ainsi la dégradation et l'épuisement des ressources naturelles;
- En encourageant l'éducation des enfants appartenant à des communautés marginalisées, des enfants ayant des besoins spéciaux, des enfants déprimés et des enfants abandonnés.

Informations additionnelles

L'Association ne dispose pas des ressources financières nécessaires qui permettraient à ses représentants de participer activement à des réunions internationales; elle se heurte à des difficultés en cherchant à obtenir des visas pour les réunions de l'ONU à New York, et les difficultés d'accès à l'information sont un autre obstacle majeur à la présentation en temps utile de demandes de participation à des réunions et conférences.

10. Association soudanaise pour la lutte contre les mines terrestres*

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

L'Association soudanaise pour la lutte contre les mines terrestres est une organisation non gouvernementale soudanaise. Elle a été créée pour contribuer à la lutte antimines et soutenir les victimes des mines au Soudan. Elle a élargi son mandat et sa mission en 2009.

Buts et principes de l'organisation

Conformément à la vision de l'organisation, toute la population du Soudan devrait vivre dans la paix, la sécurité et des conditions de subsistance durable.

Mission de l'organisation :

- a) Mettre en place les éléments personnels, communautaires et autres de la sécurité humaine tels que sécurité alimentaire, santé et droits économiques;
- b) Militer en faveur de l'inclusion de tous les groupes vulnérables et de l'exercice de leurs droits politiques et humains pour tous les Soudanais;
- c) Répondre à des crises humanitaires chaque fois que cela est possible, en combinant cette action avec des mesures de réadaptation.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Alors que l'organisation demeure engagée dans la lutte antimines, elle a ajouté d'autres secteurs de la sécurité humaine à son mandat. Elle travaille désormais également dans les domaines du VIH/sida, du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, du handicap et de l'observation des traités internationaux correspondants. Le nom de l'organisation a été changé en « Organisation JASMAR pour la sécurité humaine ». Les procédures juridiques nécessaires ont été accomplies, y compris la mise à jour du certificat national d'enregistrement. L'Assemblée générale de l'organisation est à l'origine de cette initiative.

Grâce à des partenariats avec le Programme du Nations Unies pour le développement (PNUD), le FNUAP et l'UNICEF, l'organisation a commencé à fournir des services dans le domaine du VIH/sida. Elle a continué à militer en faveur des droits des personnes handicapées. En collaboration avec d'autres ONG travaillant dans le domaine du handicap, elle a contribué à la ratification, par le Soudan, de la Convention sur les droits des personnes handicapées en avril 2009. Elle a créé de nombreux nouveaux partenariats et a renforcé ses relations avec les entités du Nations Unies [PNUD, Bureau central de la lutte antimines, UNICEF, FNUAP, Mission du Nations Unies au Soudan, Mission hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD)] dans les domaines de la lutte antimines, du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, et du handicap. Avec le PNUD, l'organisation a collaboré dans le domaine de la réinsertion des anciens combattants. En outre, elle a créé des partenariats avec de nombreuses organisations internationales telles que le Groupe consultatif sur la lutte antimines, DanChurchAid

* Dans une lettre du 3 avril 2012, l'Association soudanaise pour la lutte contre les mines terrestres a demandé au Comité que son nom soit changé en « Organisation JASMAR pour la sécurité humaine ».

et Exploration Logistics Group. L'organisation est devenue un acteur clef dans les efforts en faveur de l'interdiction des armes à sous-munitions et a organisé de nombreuses manifestations de sensibilisation auprès des autorités et des parties prenantes compétentes.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Collaborant avec le PNUD, l'organisation est une ONG soudanaise chef de file dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (grâce à la réinsertion de 3 000 anciens combattants). Elle a réussi à maintenir son partenariat avec l'UNICEF dans le domaine de l'éducation aux risques posés par les mines pour la sixième année consécutive. Elle a continué à coordonner ses activités avec ceux du Bureau de la lutte antimines de l'ONU dans le cadre du programme soudanais correspondant. En outre, dans le domaine du VIH/sida, elle a créé un partenariat avec l'UNICEF et le FNUAP au Soudan oriental. Elle a maintenu sa mission et ses partenariats avec des entités du Nations Unies (Bureau de la lutte antimines, UNICEF, Mission du Nations Unies au Soudan et MINUAD) en matière de lutte antimines dans l'État de Kassala et dans les régions du Nil bleu, du Darfour, d'Abye et du Kordofan du Sud.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé aux manifestations suivantes :

- a) Réunion des États parties à la Convention sur les mines antipersonnel, tenue en Suisse du 29 novembre au 3 décembre 2010;
- b) Soixante-et-unième Conférence des ONG du Département de l'information, tenue à Paris du 3 au 5 septembre 2008;
- c) Conférence consacrée à la signature de la Convention sur les armes à sous-munitions, tenue à Oslo, du 2 au 4 décembre 2008;
- d) Conférence panafricaine sur les armes à sous-munitions, tenue à Kampala, les 29 et 30 septembre 2008;
- e) Conférence diplomatique sur l'adoption d'une convention sur les armes à sous-munitions, tenue à Dublin les 19 et 30 mai 2008;
- f) Conférence de la coalition africaine sur les armes à sous-munitions, tenue en Zambie les 31 mars et 1^{er} avril 2008.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Le partenariat avec l'UNICEF concernant l'éducation aux risques posés par les mines dans l'État de Kassala et dans les régions du Nil bleu, du Darfour, d'Abye et du Kordofan du Sud est entrée dans sa sixième année. La coordination avec le Centre du Nations Unies pour la lutte antimines concernant le programme de lutte antimines au Soudan demeure solide. En outre, des partenariats prometteurs ont été créés avec le FNUAP et l'UNICEF au Soudan de l'Est sur le VIH/sida. L'organisation est un partenaire national clef du PNUD en ce qui concerne la réinsertion des anciens combattants dans le cadre du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion au Soudan.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a intégré les questions de l'égalité des sexes et de la protection environnementale en tant que questions transversales dans tous ses programmes. En outre, les femmes dans les zones de conflit ont été responsabilisées grâce à leur engagement dans le domaine de l'éducation aux risques posés par les mines. De même, le VIH/sida a été abordé en tant que problèmes de sécurité humaine et incorporé dans le plan quinquennal de l'organisation. L'organisation a fait une contribution majeure à la mise en place de partenariats mondiaux.

Informations additionnelles

L'organisation a publié des rapports annuels sur ses résultats et des rapports financiers vérifiés, qui sont disponibles sur son site Web <http://www.jasmar.net>.

11. Institut Thakur Hari Prasad de recherche théorique et pratique pour la réadaptation des handicapés mentaux**Statut consultatif spécial accordé en 1999****Introduction**

L'Institut Thakur Hari Prasad de recherche théorique et pratique pour la réadaptation des handicapés mentaux est une ONG chef de file qui se dévoue à la cause des handicapés mentaux depuis plus de 40 ans et s'est développée sur la base solide d'une approche pluridisciplinaire à la réadaptation des personnes souffrant de handicaps mentaux. L'institut vise à améliorer la qualité de vie des personnes souffrant de handicaps mentaux et de handicaps associés grâce à la prestation des services pluridisciplinaires de qualité. L'Institut est lauréat d'une série de prix nationaux et internationaux décernés en reconnaissance des excellents résultats qu'il a obtenus dans le domaine du bien-être des personnes handicapées. Sa faculté est composée de spécialistes de différentes disciplines. Ses bénéficiaires se comptent par milliers. La formation de ressources humaines à différents niveaux, la recherche, la sensibilisation et l'élaboration de politiques constituent ses principales activités. Ses services sont disponibles dans toutes les couches de la société, à la fois dans les zones urbaines et rurales.

Buts et principes de l'organisation

- a) Identifier les besoins de réadaptation des personnes handicapées mentaux grâce à des interventions pluridisciplinaires;
- b) Contribuer à la mise en valeur des ressources humaines et élaborer des modèles de services;
- c) Permettre aux handicapés mentaux de parvenir à l'indépendance et à l'intégration sociale grâce à l'éducation, la formation, l'emploi et les liens établis avec divers secteurs aux fins de l'utilisation maximale de leurs capacités résiduelles;
- d) Protéger les droits de l'homme et la dignité des personnes handicapées mentaux;

- e) Promouvoir des recherches sur le terrain dont les résultats peuvent être appliqués à l'échelle nationale.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation compte des programmes de développement des ressources humaines (réguliers et à distance) et est reconnue par le Conseil de la réadaptation de l'Inde et les universités affiliées. Elle offre des programmes communautaires dans 254 centres, y compris des enquêtes, l'identification, l'évaluation et le dépistage, des camps de sensibilisation, des camps de santé, la sensibilisation des membres des communautés, la mobilisation de ressources, des services d'aiguillage et la facilitation de l'accès à divers programmes.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Institut a organisé les manifestations suivantes :

- a) En 2007, un atelier national sur la gestion des troubles de la parole et de la communication et les comportements difficiles associés au retard mental avec la participation de scientifiques, cliniciens et psychiatres éminents de l'Université du Leicestershire (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
- b) En septembre 2007, un atelier sur la méthode de réadaptation psychologique dousa ou japonaise;
- c) En novembre 2007, un atelier sur les programmes d'éducation médicale continue concernant la thérapie orthopédique manuelle;
- d) En avril 2007, un atelier sur la thérapie d'intégration sensorielle;
- e) Chaque année, la célébration de la Semaine mondiale des personnes handicapées;
- f) en mars 2008, une éducation continue en matière de réadaptation et sécurité sociale – aspects juridiques du retard mental;
- g) Chaque année en novembre, un camp de santé sur le diagnostic multiple;
- h) À certaines dates prévues d'avance – l'immunisation contre la polio;
- i) En mars 2009, un atelier national sur la gestion pluridisciplinaire et fonctionnelle de l'athétose;
- j) En mai 2009, un atelier national sur une approche holistique à la gestion de l'autisme;
- k) En octobre 2009, un atelier sur l'éducation inclusive;
- l) En mai 2010, un camp consacré aux moyens d'apprendre à vivre ensemble avec la participation de 18 pays;
- m) En septembre 2010, une compétition nationale de peinture.

Participation aux réunions de l'organisation du Nations Unies

M. A. K. Mukherjee, membre du Conseil consultatif de l'Institut et Président du Conseil indien pour la coordination de la réadaptation, a participé à la

Conférence européenne sur la réadaptation, organisée dans le cadre de la Convention sur les droits des personnes handicapées à Copenhague en novembre 2010.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

- a) Activités humanitaires : amélioration de la situation des sous-privilégiés grâce à une approche pluridisciplinaire
- b) Exécution de projets opérationnels en faveur des populations urbaines et rurales incluant des enquêtes et l'identification des personnes handicapées aux fins de leur réadaptation et de leur suivi
- c) Assistance technique et professionnelle apportée aux programmes de réadaptation locaux
- d) Distribution d'aides et d'appareils

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- a) Les organisateurs des cours d'éducation spéciale de toute l'Inde se sont réunis les 4 et 5 février 2009 pour examiner le rôle et les responsabilités du Conseil de la réadaptation de l'Inde dans la mise en œuvre de la Convention sur les personnes handicapées.
- b) Un atelier national destiné à faire le bilan des efforts en faveur de l'application de la Convention en Inde a eu lieu les 8 et 9 mars 2010.
- c) Sous les auspices de la Commission nationale des droits de l'homme, l'Institut a organisé un séminaire sur les droits des personnes handicapées le 9 mars 2010.

Informations additionnelles

Sur une période de 45 années, l'Institut s'est développé en tant que centre de réadaptation avec des stratégies, innovations et approches scientifiques élaborées sous la direction de feu Thakur Hari Prasad. Il milite en faveur d'une convergence des services et des ressources et de la participation des communautés en vue d'offrir aux personnes handicapées des chances égales et d'assurer leur partage du bien-être grâce à des services et des programmes de qualité et à la promotion de la coordination interdisciplinaire et pluridisciplinaire et la diffusion de connaissances et de compétences interpersonnelles effectives. L'Institut constitue un centre de réadaptation complet qui dispose d'installations dépourvues d'obstacles et un personnel apportant des soins à ses bénéficiaires grâce à une approche multiple à la réadaptation.

12. Transform Drug Policy Foundation

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Buts et principes de l'organisation

- a) La vision d'ensemble de la Transform Drug Policy Foundation consiste à mettre un terme à la guerre contre les drogues et à mettre en place des systèmes efficaces et humains de réglementation des drogues.
- b) L'organisation a pour mission de jouer un rôle important dans la création d'une coalition de pays appelant une réforme des politiques relatives aux drogues sur le plan international d'ici à 2015.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

En 2011, les ressources financières de l'organisation s'élevaient à quelque 230 000 livres sterling, contre quelque 100 000 livres sterling en 2007. Elles continuent à provenir d'un mélange de fondations charitables et de particuliers.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé à toute une gamme de réunions et conférences des Nations Unies, entre autres :

- a) À la Commission sur les stupéfiants à Vienne en 2008, 2009 et 2010, elle a, entre autres,
 - i) Apporté une contribution à de nombreuses sessions de la Commission en posant des questions et en prononçant des interventions;
 - ii) Participé aux réunions de liaison des organisations de la société civile avec des hauts fonctionnaires de l'Office du Nations Unies sur les drogues et le crime, entre autres avec les directeurs exécutifs successifs et le personnel chargé de l'élaboration du Rapport mondial sur les drogues, et a aidé activement à élaborer ou à soutenir des déclarations des ONG;
 - iii) Organisé des manifestations parallèles à l'intention des délégations, du personnel de l'Office et des ONG, y compris en ce qui concerne l'évaluation de l'incidence des politiques relatives aux drogues (2010);
 - iv) Participé activement à des manifestations de la société civile organisées par d'autres ONG, entre autres sur le processus « Au-delà de 2008 » avec le Comité des organisations non gouvernementales de Vienne sur les stupéfiants (voir http://www.vngoc.org/details.php?id_cat=8&id_cnt=56);
 - v) Pris des dispositions en vue de la participation du personnel de l'Office à des manifestations à l'extérieur, par exemple une réunion sur les politiques relatives aux drogues organisée par l'Institut international d'études stratégiques;
- b) Elle a mené une correspondance ou a eu des rencontres avec le personnel de l'Office, du PNUD, de l'OMS, de la Conférence du Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), ONUSIDA et d'autres fonds, programmes et institutions spécialisées du Nations Unies en vue de les mettre au

courant des questions soulevées par les politiques relatives aux drogues dans leurs domaines de compétence.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

a) Direction de l'initiative mondiale « Count the Costs » (voir <http://www.countthecosts.org>) y compris l'examen de la manière dont les politiques relatives aux drogues entravent le développement international. Le projet a abouti à la disponibilité de ressources en anglais, espagnol et russe en ligne, et a inclus la sensibilisation et les conseils donnés aux organisations de développement et aux organismes des Nations Unies. Le projet a été appuyé par des groupes en Eurasie, Afrique, Amérique latine et Asie du Sud-Est ainsi qu'en Europe et en Amérique du Nord.

b) L'organisation assure l'examen collégial du document d'information de l'International Drug Policy Consortium sur les politiques relatives aux drogues et le développement qui montre comment la lutte contre les drogues illicites se répercutait sur les objectifs du Millénaire pour le développement;

c) En coopération avec le Consortium, l'organisation a créé une zone de réseaux sur les politiques relatives aux drogues à la dix-huitième Conférence internationale sur le sida, tenue en juillet 2010 à Vienne.

13. Women Chamber of Commerce and Industry

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

La Women Chamber of Commerce and Industry a été créée exclusivement aux fins de la promotion et du développement de l'esprit d'entreprise chez les Pakistanaïses. Elle a pour mission d'être une organisation offrant aux femmes entrepreneurs, à tous les niveaux de la société, un forum où elles peuvent exprimer leurs préoccupations et obtenir une assistance en matière de recherche et de développement. À la fois pour les femmes entrepreneurs potentielles et existantes, l'organisation vise à créer un service à guichet unique où elles ont l'occasion d'interagir avec des homologues locaux et internationaux et obtenir des moyens pour la recherche et le développement.

Buts et principes de l'organisation

- Formation de femmes aux compétences artisanes
- Formation de femmes d'affaires à la commercialisation et à la vente
- Facilitation de prêts bancaires à des conditions favorables aux fins de l'élargissement des entreprises dirigées par des femmes
- Opération à guichet unique pour faciliter la gestion des entreprises dirigées par des femmes
- Établissement de centres d'étalage (incubateurs de magasins) et achat de maisons pour la présentation de produits fabriqués par des femmes

- Promotion de produits fabriqués par des femmes grâce à des expositions et des conférences, à la fois localement et sur le plan international
- Organisation de manifestations publiques aux fins de la collecte de fonds
- Exécution d'enquêtes en vue de donner aux femmes accès à des polices d'assurance en matière de santé et de protection sociale
- Diffusion d'informations grâce à des séminaires et des ateliers sur des questions intéressant les femmes en vue de sensibiliser le grand public

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation :

- a) A commencé un projet de santé environnementale pour la vie consistant à recycler du papier et des denrées alimentaires, par exemple des boîtes en carton, des blocs-notes, etc.;
- b) A lancé un autre projet intitulé « Magasin des chiffons » où on vend des articles ménagers usés légèrement refaits. Ce dernier processus est exécuté par des femmes artisanes qui produisent des lampes fabriquées à partir de bouteilles qui sont peintes et dotées de pièces électriques dans le cadre du projet, des femmes artisanes découpent également des fibres textiles en de longs morceaux et les transforment en tapis. L'organisation s'emploie à faire vendre ses articles dans les grands magasins;
- c) A signé un mémorandum d'accord avec le Pakistan Readymade Garment Technical Training Institute aux fins de la formation de filles comme internes dans différentes disciplines, leur assurant un emploi confirmé dans l'industrie textile. À ce jour, 25 filles en ont bénéficié;
- d) A aidé l'Alliance contre le harcèlement sexuel à promouvoir l'affichage de l'ordonnance sur le harcèlement sexuel en des lieux où les travailleuses sont majoritaires, tels que les écoles de médecine et les hôpitaux;
- e) A participé à plusieurs reprises à des programmes radiodiffusés et télévisés et à des interviews consacrés à la responsabilisation des femmes, au microfinancement et aux politiques d'atténuation de la pauvreté;
- f) A organisé des programmes de sensibilisation à la fièvre dengue dans les villages et les instituts de formation professionnelle;
- g) A appuyé le mouvement en faveur de l'approvisionnement des écoles publiques de en eau potable;
- h) A lancé un programme de sensibilisation des femmes à la santé cardiaque dans le cadre d'une séance publique de questions et réponses;
- i) A organisé la collecte de fonds en faveur des personnes déplacées et des victimes des séismes et des inondations;
- j) A organisé des réunions avec des femmes entrepreneurs aux fins de l'établissement de réseaux destinés à les encourager à commercialiser les produits de l'artisanat dans les grandes villes, et les a invitées aux expositions de l'organisation;

k) A aidé à organiser un séminaire à grande échelle sur la gestion des entreprises à la base de la pyramide;

l) A organisé des cours de formation sur la gestion des entreprises au XXI^e siècle : des élèves des cours de gestion commerciale ont été mises en contact avec des experts des entreprises, des services publics et des organisations du secteur privé.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Sous la direction de Roma Stibravy, les représentants de l'organisation à New York assistent régulièrement aux réunions, conférences et activités de formation de l'ONU.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a :

a) Collaboré avec le PNUD pour promouvoir la technologie des fours solaires dans les zones rurales et a soumis un projet dans ce domaine à Sui Northern Gas;

b) Participé à un programme de formation du PNUD sur l'analyse de la chaîne de valeur;

c) Collaboré avec le PNUD concernant l'Entrepreneurship Development Institute;

d) Travaillé avec Homenet, qui fait partie du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, sur la microassurance maladie;

e) Conduit des cours de formation certifiés par l'OMS avec des membres du Comité d'action sur la fièvre dengue dans huit villes du Pakistan face à une épidémie désastreuse;

f) Aidé, en collaboration avec l'UNICEF, à organiser des programmes d'immunisation contre la polio dans deux villes.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des projets entrepris par l'organisation contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

14. Société mondiale pour la protection des animaux

Statut consultatif spécial accordé en 1971

Introduction

La Société mondiale pour la protection des animaux est une organisation internationale dévouée au bien-être des animaux qui a pour vision un monde où le bien-être des animaux importe et où il n'y a plus de cruauté à l'égard des animaux.

Buts et principes de l'organisation

La Société s'emploie à garantir que les principes du bien-être des animaux sont compris et respectés universellement et protégés par une législation appliquée effectivement. Les priorités de l'organisation consistent à concentrer des ressources sur la mise en relief de l'échelle et l'intensité des souffrances des animaux et à en éliminer les causes profondes, réalisant ainsi des changements durables, entre autres en :

- Gérant des catastrophes;
- Mettant fin à l'abattage inhumain des chiens;
- Encourageant une agriculture humaine et durable;
- Mettant fin à la cruauté à l'égard des ours en captivité;
- Mettant fin au commerce de la faune sauvage vivante;
- Préservant les petits cétacés.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En exécutant des programmes destinés à améliorer le bien-être des animaux dans le monde entier, la société a contribué aux travaux de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines suivants :

Subsistance. Environ un milliard de personnes parmi les plus pauvres du monde sont tributaires des animaux pour leurs revenus; le bien-être de ces animaux est essentiel pour la subsistance humaine – la bonne santé des animaux améliore la productivité et assure la stabilité, aboutissant à un développement durable et à la protection de la subsistance.

Protection de l'environnement. Une gestion responsable des animaux a une incidence positive sur l'utilisation des terres, les changements climatiques, la pollution, l'approvisionnement en eau, la conservation des habitats et la diversité biologique.

Santé. De bons soins donnés aux animaux réduisent le risque d'intoxication alimentaire et la transmission de maladies des animaux à l'homme; des animaux en bonne santé garantissent également la sécurité alimentaire et aident à protéger contre la malnutrition et la faim.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Entre 2007 et 2010, des représentants ont pris part aux réunions de la Commission du développement durable à New York.

En 2009, des représentants ont assisté à la réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) avec les organisations de la société civile, tenue à Istanbul du 2 au 7 octobre.

En 2010, un représentants a assisté aux débats de haut niveau du Conseil économique et social à New York et a soumis au Conseil une déclaration sur les incidences directes et indirectes de la protection des animaux sur le bien-être des

personnes, en particulier des femmes rurales des pays en développement, et sur l'environnement.

En 2009 et 2010, un représentant a assisté à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre du Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague, et à la seizième session tenue à Cancun.

En 2010, un représentant a assisté au Forum ministériel mondial sur l'environnement du Conseil d'administration du PNUE, tenu à Bali du 21 au 26 février.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

En 2008, l'équipe de la Société basée en Asie est entrée en contact avec le Ministère des affaires vétérinaires du Myanmar et la FAO aux fins du financement et de la livraison de fourrages et de médicaments vétérinaires d'urgence au Myanmar pour aider les animaux d'élevage à survivre; les efforts de la société dans le domaine de l'éducation relative au bien-être des animaux ont été appuyés par les autorités locales compétentes à Bangkok, le bureau national de la Commission de l'éducation de base et l'UNESCO.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée, l'organisation n'a pas participé à des initiatives destinées à appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, ayant mis l'accent sur l'élaboration et l'exécution de programmes de promotion de pratiques optimales en matière de bien-être des animaux et ayant collaboré essentiellement avec des organismes étatiques.

Informations additionnelles

En 2010, la Société mondiale pour la protection des animaux a pris une part active à la préparation de la Conférence du Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio +20).

15. Société mondiale de victimologie

Statut consultatif spécial accordé en 1987

Les membres de la société mondiale de victimologie s'unissent autour d'un souci mutuel pour les victimes. Parmi ses membres dans le monde entier, on compte des praticiens de l'assistance aux victimes, des spécialistes des sciences sociales, des assistants sociaux, des médecins, des avocats, des fonctionnaires, des universitaires de tous niveaux et des étudiants.

Buts et principes de l'organisation

L'organisation a pour mission de faire progresser la recherche et les pratiques en matière de victimologie dans le monde; d'encourager des travaux interdisciplinaires et comparatifs dans ce domaine; et de renforcer la coopération entre les organismes internationaux, nationaux, régionaux et locaux et d'autres groupes qui s'intéressent aux problèmes des victimes. L'organisation réalise cette

mission par le biais de son comité de liaison avec l'Organisation des Nations Unies, qui a pour objectifs de soutenir l'examen des questions relatives aux victimes dans le cadre de toutes les activités de celle-ci, y compris la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale et le Congrès sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, pour garantir que les problèmes concernant les victimes soient examinés; de participer aux activités d'autres organes, tels que le Conseil des droits de l'homme; et de collaborer avec d'autres ONG sur la question des victimes.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Le principal changement survenu au sein de l'organisation pendant la période considérée a été la création du Comité de liaison avec l'Organisation des Nations Unies destinée à faciliter et à soutenir l'interaction avec elle.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies ont été de nature consultative et complémentaire. Pendant la période considérée, elle a mis l'accent principalement sur la Déclaration des principes fondamentaux de justice relative aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir (résolution 42/34 de l'Assemblée générale du 29 novembre 1985, annexe), et sur l'aide apportée à l'ONU dans le contrôle de l'application des principes grâce à des conférences, des publications, des colloques et des cours de formation spéciale qui expliquent les principes et leur contenu. En outre, dans l'esprit du même instrument, l'organisation a élaboré, en collaboration avec l'Institut international de victimologie à Tilburg (Pays-Bas) un projet de convention sur la justice faite aux victimes de la criminalité et des abus de pouvoir et le soutien qui leur est apporté, qui représente une mise à jour importante des informations conformément aux résultats des récentes recherches, des nouvelles lois et de la sagesse accumulée pendant 25 années grâce à l'expérience des praticiens qui travaillent directement avec les victimes.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé aux seizième, dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième sessions de la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale de l'Office des Nations Unies sur les drogues et le crime, ainsi qu'à des manifestations parallèles tenues pendant cette période. Elle a également participé à toutes les réunions du Conseil consultatif scientifique et professionnel international qui ont un lieu à Courmayeur (Italie) entre 2007 et 2010. En 2009, la principale manifestation de l'organisation était le treizième Symposium international sur la victimologie où le projet de convention se trouvait au centre de l'attention de l'un des groupes de discussions. La discussion sur le thème a été facilitée par la publication *Raising the Global Standards for Victims: the Proposed Convention on Justice for Victims of Crime and Abuse of Power, Proceedings of the TIVI Fourth Symposium in 2008*. En 2010, 13 membres de l'organisation ont également participé activement au douzième Congrès du Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale. À l'occasion de cette manifestation, on a élaboré une résolution destinée à encourager les pays à soumettre le projet de convention à la Commission. Au Congrès, l'organisation a élaboré une recommandation formelle approuvée par

l'Office du Nations Unies sur les drogues et le crime aux fins de sa distribution au Congrès. La participation à la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux : les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation, qui inclut des paroles soutenant les droits des victimes, représentait un fait important. En outre, l'équipe de la Société a réussi à obtenir 21 signatures d'États, d'ONG et de particuliers qui soutiennent son initiative concernant la résolution.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Dans le cadre des réunions auxquelles la Société mondiale pour la victimologie a participé pendant la période considérée, elle a contribué les compétences de nombreux victimologues membres de la Société ainsi que les services de ses deux instituts : l'Institut international de victimologie à Tilbury (Pays-Bas) et l'Institut international de victimologie Tokiwa au Japon.

Initiatives prises par organisations à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives pertinentes sont mentionnées ci devant.

Informations additionnelles

Le rôle de l'organisation consiste toujours à œuvrer en faveur des principes clefs énoncés dans la Déclaration de 1985. En outre, certains des efforts qu'elle a déployés dans le cadre de cette déclaration et du projet de convention ont une incidence significative sur les droits de l'homme, la sécurité, la responsabilisation des femmes et la protection des enfants – domaines qui présentent un intérêt spécial pour les Nations Unies.
